

Ethiopie-Erythrée/Diplomatie

Une délégation d'Asmara à Addis Abeba pour une visite historique

AFP
Addis Abeba/Ethiopie

Et avec l'espoir de mettre fin à la guerre et à des décennies d'hostilité entre les deux voisins de la Corne de l'Afrique.

UNE délégation gouvernementale érythréenne est arrivée hier à Addis Abeba pour une visite historique destinée à mettre un point final à la guerre et à des décennies d'hostilité entre les deux voisins de la Corne de l'Afrique.

Inimaginable il y a encore quelques semaines, l'envoi de cette délégation a été décidé par le président érythréen Issaias Afewerki à la suite d'une ouverture du régime éthiopien et de son Premier ministre réformateur Ahmed Abiy.

Le ministre érythréen des Affaires étrangères Osman Saleh et le conseiller spécial du président Issaias, Yemane Gebreab, sont arrivés à l'aéroport international d'Addis Abeba peu avant 14H00 (midi au Gabon) à bord d'un vol de la compagnie Emirates.

Ils y ont été accueillis en fanfare et sur un tapis rouge par le Premier ministre Abiy et des personnalités éthiopiennes du monde de la culture et du sport, comme le légendaire coureur éthiopien Haile Gebreselassie.

Un dîner devait être organisé dans la soirée par le Premier ministre éthiopien en l'honneur de ses invités érythréens.

Le Premier ministre Abiy, âgé de 42 ans, a pris ses fonctions en avril et il a depuis amorcé un train de réformes sans précédent



Photo : AFP

Le Premier ministre éthiopien, Ahmed Abiy (au centre, cravate rouge), accueillant le chef de la diplomatie érythréenne Osman Saleh (collier de fleurs autour du cou) pour une rencontre pleine de promesses.

depuis plus de 25 ans dans le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique.

Au nombre de ces bouleversements, l'annonce début juin de son intention d'appliquer l'accord de paix signé en 2000 avec l'Erythrée et les conclusions de la commission internationale indépendante sur la démarcation de la frontière.

L'Ethiopie et l'Erythrée se sont livrés de 1998 à 2000 une guerre conventionnelle, avec chars d'assaut et tranchées, qui a fait quelque 80 000 morts, notamment en raison d'un désaccord sur leur frontière commune.

"La relation entre l'Ethiopie et l'Erythrée représente plus que cette question de frontière. Lorsque nous ferons la paix, cela bénéficiera à toute l'Afrique de l'Est", a déclaré à la presse Meles Alem, porte-parole du ministère éthiopien des

Affaires étrangères, depuis l'aéroport.

"SIGNAUX POSITIFS" • Le refus éthiopien d'appliquer une décision en 2002 d'une commission soutenue par l'Onu sur le tracé de la frontière a ensuite, entre autres, entretenu l'animosité entre les deux pays.

Il y a deux ans à peine, en juin 2016, un violent accrochage avait opposé les deux armées à la frontière, les Erythréens affirmant avoir tué plus de 200 soldats éthiopiens. L'Ethiopie avait alors mis en garde son voisin, lui rappelant qu'elle avait "la capacité de mener une guerre totale".

Répondant à la main tendue du régime éthiopien, le président érythréen Issaias Afewerki a annoncé la semaine dernière l'envoi de cette délégation en Ethiopie pour discuter d'une paix entre les deux ennemis jurés, en réponse

aux "signaux positifs" venant d'Addis Abeba.

Cette réponse du président Issaias avait également tranché avec les habitudes diatribes du leader érythréen, à la tête depuis 1993 d'un des régimes les plus fermés et les plus répressifs au monde, qui justifie depuis des années l'emprisonnement de dissidents et la conscription obligatoire par la nécessité de se défendre contre l'Ethiopie.

Autrefois façade maritime de l'Ethiopie avec les ports de Massawa et d'Assab, l'Erythrée a déclaré son indépendance en 1993 après avoir chassé les troupes éthiopiennes de son territoire en 1991 au terme de trois décennies de guerre. A l'époque, les guérillas érythréenne et tigréenne s'étaient alliées pour renverser le pouvoir de Mengistu, tombé en mai 1991. **ATTAQUE A LA GRE-**

NADE • Si la décision de M. Abiy de tourner la page du conflit de 1998-2000 en respectant l'accord de paix d'Alger a été saluée par la communauté internationale, elle a été accueillie avec défiance par les habitants de la ville symbole de Badme, accordée à l'Erythrée en 2002.

L'Ethiopie n'a d'ailleurs pas indiqué quand ses troupes quitteraient cette localité, dont les 18 000 habitants éthiopiens redoutent de se retrouver sous la coupe de leur ancien ennemi. Un journaliste de l'AFP a constaté à la mi-juin qu'elles étaient toujours sur place.

Le Premier ministre éthiopien, qui a également annoncé la libéralisation partielle de l'économie éthiopienne et a procédé à des remaniements au sein de l'appareil sécuritaire, va devoir montrer sa capacité à concrétiser son ouverture vers l'Erythrée tout en ménageant les sensibilités dans son pays.

Samedi, lors d'un immense rassemblement sur la plus grande place d'Addis Abeba, une grenade a été lancée par un homme encore non identifié, faisant deux morts. Le Premier ministre venait d'achever son discours et, selon l'un des organisateurs du meeting, il était la cible de cette attaque. Les autorités ne se sont pas encore prononcées sur ce point.

"Le point crucial à surveiller, c'est la capacité d'Abiy de surpasser l'inévitable déception ou sentiment de trahison au regard de la décision sur l'Erythrée", expliquait récemment à l'AFP Christopher Clapham, de l'université britannique de Cambridge.

L'Afrique en bref

• Côte d'Ivoire/Présidentielle. Gouali Dodo candidat au nom de la réconciliation

Basile Gouali Dodo, 57 ans, ex-député du PDCI, parti de la coalition au pouvoir en Côte d'Ivoire, a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre 2020, affirmant être le porte-étendard d'une réconciliation qui selon lui "a échoué".

• RD Congo/Elections. La mise en garde de l'UDPS

Le parti historique d'opposition congolaise, l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a mis en garde hier contre un "chaos électoral en gestation" en République démocratique du Congo deux jours après la convocation de l'électorat et à moins de six mois des scrutins.

• Soudan du Sud/Conflit. Un Casque bleu tué

Un Casque bleu du Bangladesh a été tué hier dans l'attaque d'un convoi humanitaire dans le sud du Soudan du Sud, alors même que le président Salva Kiir et le chef rebelle Riek Machar discutent de paix au Soudan voisin, a annoncé la Mission de l'Onu au Soudan du Sud (Minuss).

A travers le monde

• Syrie/Conflit. L'exode massif des civils

Les forces du régime ont réalisé une percée stratégique contre les rebelles dans la province méridionale de Deraa où les violences ont poussé 45 000 civils à la fuite, un exode inédit dans cette région depuis le début de la guerre en Syrie selon l'Onu.

• Turquie/Politique. Le chef de l'opposition refuse de féliciter le "dictateur" Erdogan

Le chef du principal parti d'opposition en Turquie, Kemal Kılıçdaroglu, a indiqué hier qu'il ne féliciterait pas le président Recep Tayyip Erdogan pour sa victoire aux élections de dimanche, le qualifiant de "dictateur".

• Vatican-France. Macron chez le pape

Le président français Emmanuel Macron a rencontré hier matin pour la première fois le pape François, une entrevue de près d'une heure terminée par une chaleureuse embrassade, après une conversation sur le sort des migrants et l'Europe.



Photo : AFP

Etats-Unis/Politique

La Cour suprême valide le décret migratoire très controversé de Trump

AFP
Washington/Etats-Unis

LA Cour suprême des Etats-Unis a validé hier le décret anti-immigration de Donald Trump, offrant une victoire définitive au président américain à l'issue d'une âpre bataille judiciaire autour de cette mesure extrêmement controversée.

La décision, prise à la majorité de cinq juges contre quatre, entérine ce décret qui interdit le territoire américain, de façon permanente, aux ressortissants de six pays, pour la plupart à majorité musulmane.

La haute cour, dans son arrêt rédigé par le prési-

dent de l'institution John Roberts, estime que le président n'a fait qu'user de façon légitime de ses prérogatives en matière d'immigration.

Le texte en cause est la troisième mouture d'un décret qui avait provoqué une onde de choc mondiale en étant abrubtément mis en vigueur par la Maison Blanche le 27 janvier 2017, une semaine après l'entrée en fonction de M. Trump. Cette dernière version ferme les frontières américaines à environ 150 millions de personnes, ressortissantes des pays suivants : Yémen, Syrie, Libye, Iran, Somalie et Corée du Nord.

Les opposants au texte dénonçaient un "décret anti-musulmans", une



Photo : AFP

Le président Donald Trump (ici en meeting en Caroline du Sud) peut jubiler. La validation du décret anti-immigration par la Cour suprême lui offre une victoire définitive.

accusation vivement combattue par le gouvernement.

L'Union américaine pour les libertés civiles (ACLU), en pointe de la lutte contre

le texte, avait tenté de prouver l'existence de préjugés anti-musulmans durables chez M. Trump, en rappelant sa promesse de campagne présidentielle

d'interdire l'entrée des Etats-Unis aux musulmans. Une déclaration qui avait provoqué un émoi planétaire.

• La satisfaction de Trump.

Le président américain Donald Trump a salué hier la validation par la Cour suprême de son décret migratoire, y voyant "une fantastique victoire" pour le peuple américain après "des mois d'hystérie" de la part des médias et des démocrates. "Tant que je serai président, je défendrai la souveraineté et la sécurité du peuple américain et je me battrais pour un système d'immigration au service de l'intérêt national des Etats-Unis et de ses citoyens", a-t-il indiqué dans un communiqué.